

Mes priorités

Conseiller national sortant Benjamin Roudit (PDC / VS)

Famille et Société - Pour une Suisse prospère.

Cellule de base de la société, la famille constitue une alternative crédible à la dénatalité, aux enjeux liés au vieillissement de la population ainsi qu'à une immigration massive. A Berne, je m'engage afin de promouvoir la meilleure qualité de vie possible pour les Suissesses et les Suisses, en particulier pour les familles. Il s'agit de permettre à chaque famille dans notre pays de subvenir à ses besoins, de préserver son pouvoir d'achat tout en restant libre et responsable de son mode d'organisation. Dans ce domaine, des mesures doivent notamment être prises pour que les enfants ne représentent pas, à terme, un facteur de pauvreté. A mes yeux, l'un des autres fondements d'une société est l'éducation, qui représente notre principale ressource. Quelles que soient les filières fréquentées, il faut pousser les jeunes à se former à leur meilleur niveau. Il s'agit de la meilleure assurance contre le chômage et cela permet d'assurer les conditions pour une société prospère. Enfin, notre prospérité repose également sur d'autres facteurs, comme par exemple la sécurité, l'économie et la santé, ainsi que sur des valeurs importantes telles que la solidarité, la responsabilité individuelle et l'ouverture. Ce sont ici des thématiques auxquelles je porte une attention particulière. Quant à mes convictions religieuses, elles relèvent du domaine privé. Cependant elles constituent un socle solide dans mes réflexions et mes décisions.

Economie et Emplois - Pour une Suisse du succès.

L'économie a pour objectif de permettre à tout un chacun de travailler et vivre dans la dignité. Le développement économique doit servir l'intérêt commun, sans mettre en péril la compétitivité, l'attractivité et les emplois. Ainsi, je m'engage pour une économie orientée vers l'avenir, axée sur la concurrence et qui adopte une attitude responsable à l'égard des ressources naturelles. Pour soutenir les entrepreneurs, il faut combattre les contraintes fiscales et administratives trop lourdes. L'effet désastreux d'un impôt sur les successions ou l'explosion de tâches bureaucratiques sont à dénoncer et des solutions doivent être débattues. Les marchés publics doivent tenir compte des PME locales formatrices. Les conditions-cadres doivent être réaménagées en ce sens. Il s'agit également de promouvoir par des aides structurelles les entreprises novatrices et les start-ups. Je m'engage également pour

que notre marché de l'emploi offre des chances équitables aux entrepreneurs, aux femmes, aux employés en réinsertion et à ceux qui sont défavorisés ou plus âgés. Grand producteur d'énergie hydraulique, le Canton du Valais doit défendre cette énergie durable et renouvelable en restant maître de son destin. Il est également impossible de parler de notre économie cantonale sans parler de tourisme, d'aménagement du territoire et de mobilité. Ce sont des secteurs qui permettent encore de faire le trait d'union entre la montagne et la plaine. Il convient d'y porter une attention particulière. Enfin, il faut repenser la place de l'agriculture. Cette économie est indispensable à notre sécurité alimentaire, à la biodiversité et à la gestion du paysage, et ce, encore plus particulièrement pour des régions alpines comme le Valais. L'agriculture permet une consommation locale et saine. Nous devons travailler afin de revaloriser cette économie.

Santé et Social - Pour une Suisse solidaire.

Toute la population doit pouvoir bénéficier d'un approvisionnement en soins adéquat : suffisant, mais pas surabondant. Parallèlement, les coûts de la santé représentent l'une des principales préoccupations des citoyennes et citoyens de notre pays. Chaque année, la hausse des primes de caisse-maladie suscite de vives inquiétudes et des réactions légitimes. Dans le même temps, chacun s'accorde à dire que notre système de santé est performant et qu'il est impératif de maintenir la qualité dans tous les domaines concernés par les soins. Cette contradiction, je l'ai retrouvée aussi chez tous les partenaires de la santé. Chacun parle un « dialecte » différent lorsqu'il s'agit de proposer des économies. Tous proposent des solutions partielles qui concernent surtout des économies auprès des autres acteurs. Je m'engage pour un instrument éprouvé qui obligera l'ensemble des partenaires de la santé à s'entendre sur des mesures concrètes, comme par exemple le financement uniforme des prestations ambulatoires et stationnaires, la transparence sur la qualité, la maîtrise des nouvelles technologies, la baisse des prix des médicaments, l'élimination des incitations négatives. C'est ainsi que nous maintiendrons un système de santé de qualité et financièrement supportable. En outre, je m'engage pour une politique sociale qui permet de garantir des moyens d'existence à la retraite, en cas de maladie ou de coup du sort. La pérennité du système social est un défi important pour notre société. L'évolution démographique cause de l'inquiétude pour le financement des prestations. C'est pour cette raison que le système social ne doit être ni un « hamac », ni une « passoire ». De l'enfance à la vieillesse, il s'agit de veiller à ce que personne ne soit marginalisée mais il s'agit également de veiller à ce qu'une surveillance adéquate soit menée afin de préserver ces assurances sociales si importantes pour notre société. Me fondant sur le principe « les prestations doivent être méritées », je m'engage pour des réformes ciblées du système social dans le but de le pérenniser.

Contact

Benjamin Roudit - 079 607 79 56 - benjamin.roudit@parl.ch - www.benjaminroudit.ch